



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2831
4 novembre 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Guerre, inflation...

Le capitalisme nous enfonce dans la crise



TUMISU PIXABAY

Gaz

**Le cours baisse,
mais pas
les factures**

Page 7

Salaires

**Il faut
les augmenter
et les indexer**

Page 3

Brésil

**Bolsonaro
s'en va,
la crise reste**

Page 8

Leur société

- Indexation des salaires : une nécessité vitale 3
- Le véritable coût de la vie 3
- Prix alimentaires : les géants du secteur se gavent 3
- Budget : coup de pouce à peine visible 3
- Écologie : qui sont les terroristes ? 4
- 49.3 et motions de censure : cinéma au Palais Bourbon 4
- Macron contre les immigrés : un pas de plus vers la droite 4
- Gestion du Covid : petits mensonges entre amis 5
- Prisons : surpopulation catastrophique 5
- Pédiatrie : la crise s'approfondit 5
- Lycées parisiens : des fermetures inadmissibles 6
- Lycée Joliot-Curie - Nanterre : à l'école d'une justice de classe 6
- Hébergement : pas d'urgence pour le gouvernement 6
- Embouteillage de méthaniens : le capitalisme dans le gaz 7
- Le cours baisse, mais pas les factures 7
- Aides aux TPE : les plus gros empêcheront 7

Dans le monde

- Brésil : Bolsonaro s'en va, la crise reste 8
- États-Unis : la campagne du Working Class Party 8
- Chine : les esclavagistes et leurs commanditaires 9
- Substances chimiques toxiques : vous en reprendrez bien un peu... 9
- Twitter : dans les griffes d'un rapace de la finance 9
- Qatar : après l'exploitation, l'expulsion 10
- États-Unis - Chine : l'escalade guerrière de l'impérialisme 16
- Guerre en Ukraine : une bonne affaire pour les capitalistes de l'armement 16

Il y a 60 ans

- Octobre 1962 : la crise des fusées à Cuba 10

Dans les entreprises

- Catastrophe de Brétigny 11
- Geodis - Gennevilliers 11
- RATP Bus 11
- Ehpad : le scandale permanent 12
- Institut Pasteur 12
- Pizzorno 12
- Compin - Évreux 13
- Certicall - Marseille 13
- Delpharm - Orléans 13
- Lidl 14
- La Banque postale Marseille 14
- TEC - Belgique 14
- Clinique Jules-Verne Nantes 15
- Servair - Roissy 15

Guerre et crise : le capitalisme nous enfonce !

Les journées anormalement chaudes et ensoleillées de ces dernières semaines nous ont rappelé la gravité de la crise climatique. Et ce n'est pas la seule source d'inquiétude car, où que l'on regarde, c'est la crise.

C'est la crise politique, avec la guerre en Ukraine et l'angoissant jeu de poker menteur autour de l'arme nucléaire. C'est la crise énergétique, avec des factures de gaz et d'électricité qui s'envolent et le retour des pénuries. Et c'est la crise économique. Aujourd'hui, elle se manifeste surtout par la flambée des prix mais, demain, elle sera marquée par des faillites et des licenciements de masse.

Tous les gouvernements promettent progrès, paix et harmonie, et ils nous mènent au précipice.

Quelle est la politique des dirigeants occidentaux face à la guerre en Ukraine ? C'est de l'alimenter, en fournissant plus d'armes, de moyens de renseignement et d'instructeurs. Biden, avec l'assentiment de seconds couteaux du genre de Macron, profite de ce que Poutine a déclenché les hostilités, après des années de pressions occidentales, pour affaiblir durablement la Russie et renforcer l'impérialisme américain dans l'est de l'Europe.

Les maîtres du monde ne sont pas en train de nous sortir de la guerre, ils nous y enfonce ! Ils sont tous en train de se réarmer et de la préparer. En plus de la guerre en Ukraine et des risques d'extension à toute l'Europe, ils anticipent une guerre contre la Chine. Pour les États-Unis, la Chine de Xi Jinping est le principal concurrent à abattre. Et la propagande occidentale en a déjà fait l'ennemi public numéro 1.

Alors que les pays européens sont dépendants les uns des autres tant sur le plan économique que sur le plan énergétique, l'Union européenne est incapable d'élaborer une politique commune, ne serait-ce que pour assurer la fourniture de gaz et d'électricité à tous.

C'est le « chacun pour soi ». Les États qui en ont les moyens, comme l'Allemagne, sortent le carnet de chèques pour sauver la mise de leurs capitalistes, tandis que les autres, moins riches, crient à la concurrence déloyale. Le couple franco-allemand, présenté comme le moteur de l'Union européenne, se déchire au point que certains commentateurs reparlent du spectre de la guerre entre la France et l'Allemagne !

Et comment ne pas rire jaune devant les mesures gouvernementales en matière climatique ? Cet

hiver, la transition écologique consistera essentiellement à chauffer à 19 degrés et à mettre des pulls.

Les transformations énergétiques et les chantiers de rénovation thermique qui nécessitent des centaines de milliards d'investissements sont remis à demain. Dans l'urgence, tous les gouvernements de l'Union européenne se ruent sur le gaz de schiste et la construction de terminaux méthaniens, pour stocker le gaz naturel liquéfié importé d'autres continents. Ils font aussi redémarrer des centrales à charbon ; c'est vrai en Allemagne comme en France. On n'aura donc jamais autant parlé de transition climatique et pollué en même temps !

« Il nous faut gouverner en pleine tempête », se justifient-ils. Sauf que cette tempête n'est pas le produit du déchaînement des éléments naturels, mais le résultat de leur faillite.

Il ne s'agit même pas de la qualité et des compétences du personnel politique. Ces crises sont le fruit d'un système capitaliste dominé par des rapaces qui vont là où la recherche du profit, l'exploitation et la concurrence les mènent. Et ces rapaces sont prêts à faire tout et n'importe quoi, y compris à mettre toute l'économie par terre, comme le font aujourd'hui les grands groupes énergétiques.

C'est pour sauvegarder ce système complètement fou que le gouvernement demande aux travailleurs de sacrifier leur pouvoir d'achat, leurs droits à la retraite et au chômage. Il ne faut pas l'accepter.

Les plus riches et les grands groupes capitalistes se sortiront toujours des crises et des guerres. Ils sauront même y trouver leur bonheur. C'est déjà le cas aujourd'hui des capitalistes de l'énergie et de l'armement. Les travailleurs, eux, en seront les premières victimes et, pour sauver leur peau, ils n'auront pas d'autre choix que de se battre.

Marx avait dit des travailleurs qu'ils n'avaient rien à perdre que leurs chaînes. Ces mots ont toujours résonné avec force dans la conscience des travailleurs les plus exploités. Dans les périodes de crise et de guerre, ils trouveront encore plus d'écho et aideront les travailleurs à aller jusqu'au bout de leur combat : arracher le pouvoir économique et politique à une classe capitaliste qui nous pousse vers l'abîme.

Nathalie Arthaud



Samedi 1^{er} octobre, tous les magasins Camaïeu du pays ont fermé et 2 600 employés ont été licenciés.

REMIREMONT INFO

Indexation des salaires : **une nécessité vitale**

Depuis la grève des raffineurs, on entend radios, télévisions, journaux faire mine de s'interroger sur le bien-fondé de l'indexation des salaires sur les prix, autrement dit de l'échelle mobile des salaires.

Lors de son interview sur France 2 mercredi 26 octobre, Macron s'est opposé à une telle indexation sur les prix, déclarant qu'avec une telle mesure « on entretient la hausse des prix et on a une boucle prix-salaires que l'on n'arrête plus ». Tout un chacun peut cependant constater que les prix n'ont pas besoin d'être poussés par les salaires pour décoller, et qu'il est devenu vital que les salaires parviennent à rattraper les prix. La responsabilité de l'inflation, c'est bien du côté de la voracité des capitalistes et des spéculateurs qu'il faut aller la chercher, pas dans le porte-monnaie des travailleurs.

Le second argument avancé par les adversaires de l'indexation des salaires

consiste à répéter qu'elle aurait été mise en place en France pour protéger le pouvoir d'achat en 1952, sous le gouvernement Pinay, mais que la gauche a dû abandonner cette mesure en 1983 pour sauver le pays de l'inflation. En réalité, dans les années 1950 et les suivantes, la plupart des conventions collectives n'intégraient que l'obligation d'ouvrir des négociations en cas de hausse des prix, ce qui ne contraignait pas le patronat à grand-chose. Seules la combativité et l'organisation des travailleurs, renforcées dans une situation de plein emploi, ont permis d'arracher une hausse progressive du salaire ouvrier.

Quant à la gauche, victorieuse en 1981 en promettant avec Mitterrand

la rupture avec le capitalisme et la venue des jours heureux, elle a bien fait tout ce qu'elle a pu pour en finir avec les augmentations de salaire, mais sans avoir à abolir une échelle mobile qui n'existait pas dans la réalité. Le gouvernement PS-PC d'alors imposa un blocage général

des salaires en 1982, puis limita les augmentations à des niveaux inférieurs à l'inflation. Il faut le rappeler face aux vendeurs d'illusions qui, à gauche, voudraient refaire du Mitterrand.

À l'époque comme aujourd'hui, la question fondamentale reste de prendre

sur les profits du patronat pour financer les augmentations de salaire. Des augmentations générales de 400 euros au moins et l'indexation des salaires sur le coût réel de la vie peuvent devenir l'objectif commun d'une lutte de tous les travailleurs.

Sacha Kami

Le véritable coût de la vie

D'après l'Insee, les prix auront augmenté en octobre de 6,2% sur un an. L'indice officiel des prix est élaboré en n'y comptant le logement que pour 15% des dépenses et les carburants pour moins de 2%. Et lorsque les fonctionnalités des téléphones ou des ordinateurs augmentent, mais que leur prix de vente est stable, l'Insee, l'organisme qui calcule l'inflation, considère

qu'en fait, à qualité équivalente, le prix de ces produits diminue.

Des biens qu'on n'achète que très rarement, comme l'électroménager ou la voiture, sont également pris en compte, ce qui contribue à minorer l'impact des dépenses quotidiennes, surtout si ce sont les produits de consommation courante qui augmentent le plus, comme aujourd'hui. Ainsi,

les relevés des prix alimentaires font état d'une hausse de 10% sur un an. Le « panier du 20h » établi par des journalistes de France 2 fait état, lui, d'une hausse de 12,4% sur la même période.

Imposer l'indexation des salaires sur les prix devra donc aller de pair avec le contrôle ouvrier sur l'évolution réelle du coût de la vie.

S. K.



Prix alimentaires : les géants du secteur se gavent

Les géants de l'agroalimentaire, Danone, Nestlé, Coca-Cola et d'autres, ont annoncé des hausses de leur chiffre d'affaires et des profits impressionnants. Ils ont en effet réussi à compenser la baisse des volumes de vente en augmentant leurs tarifs !

Tout le monde le note : dans les supermarchés, les prix ne cessent d'augmenter ; ou bien, pour le même prix, les quantités vendues ont été réduites. La bouteille d'un litre est souvent remplacée, en douce, par une bouteille de 75 cl. De l'aveu même des dirigeants de ces groupes, ces hausses de prix ne sont pas nécessairement dues aux hausses des prix de l'énergie. Le directeur de Danone France a expliqué, par exemple, que les bouteilles d'Évian de 50 cl sont plus chères parce qu'elles sont faites « en plastique qui provient de bouteilles déjà utilisées » et que, selon lui, « le débat, c'est le modèle

qu'on veut ». Si on veut « de l'économie circulaire, une protection de la planète », dit-il, il faut payer le prix !

La grande distribution a prétendu défendre le consommateur en cherchant à négocier avec ses fournisseurs des hausses modérées, en allant dans certains cas jusqu'à cesser de vendre certains produits. On peut voir alors des rayons vides avec des étiquettes disant : « Chers clients, nous sommes désolés de vous informer que vous ne trouverez pas les produits de notre fournisseur. » C'est ce qu'ont fait les enseignes Intermarché et Casino en retirant des rayons les fameuses

bouteilles d'Évian de 50 cl.

Le calcul des distributeurs est de mettre en avant leurs propres produits, prétendument meilleur marché, mais dont ils ont aussi fait monter les prix, parfois plus que ceux des industriels. Un bras de fer est ainsi engagé entre la grande distribution et les grandes marques de l'agroalimentaire à l'échelle internationale. En Allemagne, des produits Danone ont été retirés des rayons des supermarchés Aldi et Lidl. Les barres chocolatées du géant américain Mars l'ont été des deux plus importantes chaînes de distribution du pays. Quant aux clients, ils ne peuvent que subir les augmentations de prix, qu'ils viennent de la grande distribution ou des industriels.

Pierre Royan

Budget : coup de pouce à peine visible

Le gouvernement a pour slogan : « Contre la hausse des prix, l'État agit. » Cela se traduit par une aide aux ménages se chauffant au fioul versée le 8 novembre et fonction des revenus. Ainsi, 1,6 million de foyers devraient toucher de 100 à 200 euros.

À cela s'ajoute le chèque énergie exceptionnel de 100 à 200 euros, qui concernera 12 millions de foyers et viendra s'ajouter au chèque énergie annuel déjà adressé à 5,8 millions de ménages en 2022. Le bouclier tarifaire sur l'électricité et le gaz sera prolongé en 2023, le gouvernement limitant ainsi la hausse de leurs tarifs à 15% maximum. Enfin, la remise de 30 centimes sur le carburant sera prolongée jusqu'à la mi-novembre, après avoir déjà été augmentée une fois et prolongée deux fois.

La distribution de chèques et ristournes, en particulier à ceux qui ont

les revenus les plus modestes, n'empêchera cependant pas la hausse des prix de grignoter inexorablement le pouvoir d'achat de la population laborieuse. Non seulement ces mesures ne couvrent pas l'augmentation réelle des prix, mais elles ne seront pas prolongées indéfiniment. Le gouvernement « agit » à l'image de ses homologues européens, son souci est d'abord d'éviter l'explosion de revendications que l'inflation pourrait provoquer. Cela non plus, il n'y réussira pas indéfiniment.

Inès Rabah

Fête de Lutte ouvrière Compiègne

Samedi 12 novembre à partir de 16 heures

Salle des fêtes de Margny-lès-Compiègne



Écologie : qui sont les terroristes ?

En qualifiant d'écoterroristes certains des militants qui se mobilisent contre la mégabassine agricole de Sainte-Soline, dans les Deux-Sèvres, Gérald Darmanin a voulu renforcer sa posture de premier flic de France, défenseur de l'ordre inflexible envers les écologistes radicaux et autres contestataires.

Les grosses retenues d'eau comme celle de Sainte-Soline sont demandées par des agriculteurs, souvent des gros exploitants, pour pouvoir irriguer leurs champs au printemps ou à l'été, malgré les pénuries d'eau engendrées par les sécheresses. Des riverains et des

militants écologistes accusent ces bassines d'aggraver la pénurie, en pompant dans des nappes phréatiques déjà trop basses. En décidant de faire interdire par la préfecture la manifestation des opposants à cette retenue et d'envoyer 1 500 gendarmes mobiles pour les contenir et

les disperser, Borne et Darmanin ont d'emblée choisi leur camp et décidé de jeter de l'huile sur le feu. C'est dans ce contexte que des militants ont coupé des canalisations et riposté aux tirs nourris de la gendarmerie.

Cette même politique gouvernementale, consistant à prendre coûte que coûte le parti de quelques gros agriculteurs, avait entraîné en 2014 la mort du jeune Rémi Fraisse, tué par une grenade offensive alors qu'il s'opposait à la construction d'un barrage à Sivens dans le

Tarn. L'État, par l'intermédiaire des juges, de la police ou des préfets, dispose de tout un arsenal qui lui permet de criminaliser les actions des militants qui s'opposent à ce type de projet. C'est le même arsenal juridique qui est parfois utilisé contre des travailleurs en lutte qui occupent leur entreprise.

À l'inverse, le respect de la propriété privée et du secret industriel sont systématiquement brandis quand il s'agit de protéger les entreprises qui polluent ostensiblement. Ainsi, malgré une enquête récente révélant le rejet important de perfluorés dans les eaux, l'air et les sols voisins, aucun peloton de gendarmerie n'est venu contraindre la direction de l'usine Arkema de Pierre-Bénite, dans la vallée de la chimie lyonnaise, à cesser de polluer. La direction de Lubrizol, à Rouen, avait trouvé la complicité de la préfecture qui l'autorisait

à stocker dans un local inadapté des dizaines de milliers de tonnes de produits toxiques et inflammables. Ces négligences ont provoqué un incendie géant en 2019 et la pollution de toute une partie de l'agglomération rouennaise. Après cet incendie, ni le préfet ni Warren Buffett ou les autres propriétaires de Lubrizol n'ont été accusés de terrorisme.

Quant aux patrons du groupe Total, propriétaire de l'usine AZF de Toulouse, ils ont fait sauter tout un quartier de la ville en 2001, tuant 30 personnes, et faisant des milliers de blessés. Grâce à ses milliards d'euros et son armée d'avocats, Total a pu différer les procès, multiplier les appels et minimiser sa responsabilité dans cette explosion criminelle. Ces terroristes-là courent toujours, et ils ont même le pouvoir sur la société.

Xavier Lachau



49.3 et motions de censure : cinéma au Palais Bourbon

Lundi 31 octobre, la Première ministre a utilisé pour la troisième fois l'article 49.3 afin d'imposer un volet de son budget. Pour la troisième fois les amendements que les oppositions, éventuellement unies, avaient votés ont été annulés, le débat interrompu, le budget adopté sans vote.

Pour la troisième fois aussi LFI, le parti de Mélenchon, a proposé une motion de censure. Malgré l'appui des députés du RN de Marine Le Pen, chacun sait que la motion ne sera pas adoptée et que le gouvernement Borne et sa politique resteront en place.

Jean-Luc Mélenchon, prévoyant que le même scénario va se répéter à quatorze reprises, s'explique ainsi sur la stratégie d'opposition du groupe LFI. Tout d'abord, il se félicite du fait que des amendements proposés par ses députés ou leurs alliés aient recueilli une majorité,

même si le gouvernement finit par les rejeter du seul fait du 49.3. Par exemple, la proposition d'une rallonge de 12,5 milliards d'euros du budget de la rénovation thermique des logements, adoptée par la gauche, quelques voix de droite et le RN, n'a existé que le temps qu'Élisabeth Borne arrive avec son 49.3.

Ces 12,5 milliards d'euros seraient bien insuffisants pour rénover les millions de logements passagers. En fait, ce chiffre

n'est pas avancé en fonction des besoins réels du logement populaire, mais pour les besoins politiques de LFI à l'Assemblée, c'est-à-dire sa volonté de présenter des amendements consensuels, acceptables par les autres partis d'opposition. Les députés de LFI ne parlent pas à leurs électeurs, encore moins aux travailleurs : ils s'adressent à leur « chers collègues », pour mettre en particulier les députés LR au pied du mur, les inciter à voter la même motion de

censure, tout en sachant fort bien qu'ils ne le feront pas.

Depuis toujours, des députés élus avec les suffrages populaires ont prétendu remplacer la lutte consciente des travailleurs par les combines parlementaires. Leur manque prévisible de résultats ne les empêche pas d'être gonflés de leur propre importance et de se croire le centre du monde. Les révolutionnaires du 19^e siècle appelaient cela, déjà, le crétinisme parlementaire.

Paul Galois

Macron contre les immigrés : un pas de plus vers la droite

Du ministre de l'Intérieur à différents élus LR ou RN, en passant par des commentateurs de la télévision racistes, chacun s'est acharné contre les immigrés sans papiers après la mort de la jeune Lola.

Macron a tenu lui aussi à faire entendre son couplet contre l'immigration illégale lors de son interview télévisée du 26 octobre. Il a commencé par énoncer des statistiques disant qu'à Paris plus de la moitié des faits de délinquance « viennent de personnes qui sont des étrangers soit en situation irrégulière, soit en attente de titres ». De quelles sources a-t-il tiré ces chiffres ? A priori, sans

surprise, elles proviendraient de... Darmanin ainsi que de l'ex-préfet Lallement ! Mais, contrairement à ce que ces gens-là voudraient faire croire, bien loin d'être des violences envers des personnes, la plupart des délits imputés à ces étrangers sont justement le fait d'être des étrangers, qu'ils soient sans papiers ou en attente de régularisation de leur situation.

Dans la foulée, Macron s'est engagé à accélérer les expulsions de personnes en situation irrégulière. Voici qui ressemble fort à un clin d'œil vers la droite, en particulier vers les Républicains, pour mettre en évidence la proximité des deux partis. N'ayant pas obtenu une majorité absolue aux dernières élections législatives, Macron a besoin d'alliés. Il n'est pas gêné de les chercher parmi les plus réactionnaires et de joindre ainsi sans vergogne sa voix à ceux qui propagent les propos mensongers et racistes.

Marianne Lamiral



Macron et Sarkozy.

Gestion du Covid: petits mensonges entre amis

Édouard Philippe a été auditionné le 18 octobre par la juridiction spéciale saisie de plaintes sur la gestion de l'épidémie de Covid.

L'ancien Premier ministre est ressorti avec le statut de témoin assisté de son audition par la Cour de justice de la République, destinée à juger les membres du gouvernement pour des faits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Il peut être soulagé de n'avoir pas été mis en examen comme l'est l'ancienne ministre de la Santé Agnès Buzyn pour mise en danger de la vie d'autrui.

Dans son « journal de la pandémie », qu'elle a tenu de 2019 à 2021, et qui est une pièce du dossier judiciaire, Buzyn se défend en prétendant qu'elle a « apporté toutes les preuves

qu'on a anticipé et géré au mieux ». On peut en douter puisqu'elle-même affirme avoir alerté l'exécutif de la gravité de la pandémie dès le 11 janvier 2020, alors qu'en public elle déclarait quinze jours plus tard que « le risque d'importation [du virus] depuis Wuhan est pratiquement nul » et que « le risque de propagation est très faible ».

Peu après elle acceptait de quitter le ministère de la Santé, alors que la pandémie se répandait, pour devenir candidate du parti macroniste à la mairie de Paris. Elle déclarait alors son enthousiasme pour cette campagne, où sa liste

fit pâle figure, que peu après elle qualifia de mascarade.

Il apparaît qu'Agnès Buzyn, médecin de carrière, n'était pas rompue au métier de politicienne. Il semble qu'elle n'ait pas eu le mensonge chevillé au corps autant que tout bon ministre qui se garde bien de dire ce qu'il pense aux médias, même après coup.

C'est ainsi que jusqu'à présent elle est la seule à être mise en examen. Sibeth Ndaye, qui déclarait alors au nom du gouvernement qu'il était inutile de porter des masques, pour couvrir la pénurie de matériel de base organisée par l'État depuis des années par soucis d'économies, n'est pas inquiétée. Il en est de même pour l'instant d'Olivier Véran, qui a pris la suite de Buzyn à la

Santé pour mentir lui aussi sur l'utilité des masques, forcer les soignants à venir travailler en étant infectés par le Covid, puis licencier ceux qui n'étaient pas vaccinés, avant d'être récompensé par le poste de porte-parole du gouvernement. Macron, qui a chapeauté l'action du gouvernement aboutissant à 150 000 décès, continue à nier toute incurie.

Quant au patronat, qui fit travailler bien des salariés essentiels sans le minimum de protection, et qui est le principal bénéficiaire, avec son appétit

insatiable de cadeaux fiscaux, des économies criminelles dans la santé, qui parle de lui demander des comptes ?

Lucien Déroit



Prisons: surpopulation catastrophique

D'après les statistiques du ministère de la Justice, 72 350 personnes se trouvaient incarcérées au 1^{er} octobre, 680 de plus que le mois précédent. C'est plus de 3 000 prisonniers supplémentaires en un an. Et cette progression continue, à un rythme approchant les 200 de plus par semaine.



Des prisonniers dans leur cellule.

Le résultat est une surpopulation insupportable pour les détenus, et ingérable pour le personnel vu les incidents voire les affrontements que cette situation ne peut manquer de susciter.

La contrôleur générale des lieux de privation de liberté dénonce l'augmentation du nombre des matelas, plus de 2 000, ajoutés dans des cellules théoriquement faites pour deux détenus. Trois dans une cellule, cela veut dire l'obligation de rouler son matelas chaque

matin, un espace vital de 0,8 m² pour chacun. C'est aussi la nécessité pour celui qui dort par terre de se boucher les narines et les oreilles car, ainsi couchés, au sol, les détenus aspirent les petits cafards en même temps que la poussière.

Comment avoir une hygiène correcte dans ces prisons souvent vétustes ? Comment garder ou retrouver un peu de dignité ? Comment disposer de lieux et d'encadrement suffisant pour la réinsertion, ce sujet classique

qui n'est suivi d'aucune réalité ? La densité carcérale atteint jusqu'à 200 % dans certains établissements, comme à Bordeaux, et plus de 140 % dans les maisons d'arrêt, où sont incarcérés les détenus pas encore jugés et ceux condamnés à de courtes peines.

La densité n'a baissé qu'au début de la pandémie : par peur d'une extension catastrophique du Covid en milieu clos, le gouvernement avait alors fait libérer de manière anticipée plus de 6 000 prisonniers en fin de peine, sans d'ailleurs que cela pose problème.

Depuis, par manque de moyens pour contrôler les condamnés à des peines alternatives, par peur d'être accusés de laxisme, sous la pression de l'extrême droite, juges et gouvernement continuent à privilégier l'incarcération. Chaque nouvelle prison est aussitôt remplie.

Régulièrement condamné par la Cour européenne des droits de l'homme, le gouvernement promet une amélioration pour 2027, 150 ans après la loi de 1875 imposant l'encellulement individuel. Mais qui peut y croire ?

Sylvie Maréchal

Pédiatrie: la crise s'approfondit

Plus de trente très jeunes enfants nécessitant d'être hospitalisés en réanimation pédiatrique ont dû être transférés hors d'Île-de-France, parfois à plusieurs centaines de kilomètres, pour cause de fermeture de lits.

L'épidémie de bronchiolite hivernale ne fait que débiter et déjà, dans d'autres régions, les services de pédiatrie sont sur le point d'être débordés.

Des milliers de professionnels de la pédiatrie hospitalière avaient pris les devants de cette crise en signant une tribune adressée à Macron fin octobre. Le 2 novembre, une délégation a porté ce texte directement à l'Élysée et expliquait « qu'il y a des services en France où une infirmière s'occupe de seize enfants malades la nuit. C'est inadmissible. On ne peut pas soigner correctement les enfants. » De là à espérer du président une solution...

Les hospitaliers savent parfaitement que les conditions de travail de plus en plus dures n'attirent pas assez dans la profession, surtout lorsque les salaires sont insuffisants pour compenser les horaires contraignants et la surcharge de travail. C'est une des raisons de la fermeture de lits.

Les services pédiatriques ont accueilli fraîchement les 150 millions d'euros promis en urgence par le ministre de la Santé : « On a l'impression d'être sur le Titanic, et que le gouvernement est en train d'écoper avec une cuillère en plastique. » L'appel ministériel aux parents d'enfants atteints de bronchiolite, leur disant de ne pas venir à l'hôpital et de s'adresser aux pédiatres de ville, quand il en reste, a été pris comme un dégageant en touche. De même que l'annonce de l'organisation au printemps d'assises de la pédiatrie, pour répéter dans six mois ce que chacun sait déjà sur la crise actuelle.

Tant que les gouvernements feront des économies sur les budgets des hôpitaux, la santé publique ira de crise en crise. Jusqu'à ce que le million de travailleurs hospitaliers du pays disent que vraiment, ça suffit.

L. D.

Lycées parisiens : des fermetures inadmissibles

Pécresse, présidente de la région Île-de-France, doit annoncer le 8 novembre, avec l'accord du ministère de l'Éducation nationale, la fermeture à la rentrée de septembre 2023 de sept lycées sur Paris.

Six lycées ou sections professionnelles sont visés : Charles-de-Gaulle, Valadon, Carrel, Brassai, l'annexe de Théophile-Gautier et celle du lycée Lucas-de-Nehou, ainsi que le lycée général Brassens.

Les élèves de ces lycées, et les collégiens qui auraient dû les rejoindre à la rentrée, vont être éparpillés dans d'autres établissements, loin de chez eux, dans des ateliers parfois inadaptés et dans des classes souvent déjà trop pleines. Quant au personnel, les contractuels risquent le chômage, les titulaires d'être renommés sur plusieurs établissements, ou même de devoir changer de métier. Dans la vingtaine d'établissements qui vont recevoir un surplus d'élèves, les conditions d'étude vont se dégrader brutalement ou d'autres filières vont être fermées.

Des premières réactions ont eu lieu. Au lycée Élisabeth-Lemonnier, dans le 12^e arrondissement, sous prétexte d'accueillir trois classes d'un lycée professionnel qui va fermer, le rectorat veut imposer la fermeture des neuf

classes du lycée général. La majorité des professeurs ont débrayé pendant deux jours, pour participer à la manifestation du 18 octobre et aller demander des comptes au rectorat. Des élèves ont spontanément organisé un piquet d'information devant le lycée, pour entraîner leurs camarades. Les parents ont lancé une pétition.

En fait, ce jeu de chaises musicales, où l'État et la région retirent d'un coup un grand nombre de chaises, est un bon coup financier. Les locaux libérés vont être vendus ou loués à prix d'or, les salaires économisés compenseront le « pognon de dingue » que les pouvoirs publics versent au grand patron.

Mais ces fermetures s'inscrivent dans une attaque plus générale contre l'éducation. À nouveau menacé par une réforme, l'enseignement professionnel va devenir un apprentissage au rabais. Les jeunes seront entassés dans une poignée de gros établissements où il n'y aura presque plus de cours de matières générales (français, histoire...).

Ils serviront de main-d'œuvre gratuite pour les entreprises locales, lors des stages. Le reste du temps, ils suivront une formation dictée directement par ces entreprises, sans aucune garantie d'embauche à la fin. Une fois diplômés, s'ils veulent ou doivent changer d'entreprise ou de métier, déménager, cela leur sera plus difficile car il leur manquera la culture et les compétences professionnelles multiples nécessaires.

S'il fallait une illustration que la réforme de la voie professionnelle est en fait la liquidation de l'éducation pour les jeunes travailleurs, l'État et la région Île-de-France la fournissent en fermant préventivement ces six lycées professionnels à Paris en 2023 et, d'après *Le Parisien*, une dizaine d'ici 2024.

La grève du 18 octobre a été un succès particulièrement dans l'enseignement professionnel. La riposte est à l'ordre du jour et pourrait commencer mardi 8 novembre, jour de l'annonce officielle des fermetures de lycées, où une intersyndicale appelle à la grève. Un rassemblement est organisé à 9 heures devant le conseil régional d'Île-de-France.

Correspondant LO

Lycée Joliot-Curie Nanterre : à l'école d'une justice de classe

Mercredi 19 octobre, le juge des référés du tribunal administratif de Versailles a rejeté le recours en urgence de Kai Terada, professeur du lycée Joliot-Curie à Nanterre, responsable syndical SUD dans les Hauts-de-Seine, qui conteste sa mutation arbitraire dans les Yvelines.



Le 6 septembre.

Pourtant, l'audience a montré que le rectorat de Versailles était prêt à tous les mensonges pour justifier cette mutation, qui jusque-là n'était pas présentée comme une sanction. Ainsi il a prétendu que Kai Terada avait insulté un membre d'une liste adverse au conseil d'administration du lycée. Seul problème : le militant n'était pas élu à la date indiquée et ne siégeait pas. Alors que le rectorat a toujours prétendu que les actes de Kai Terada n'étaient « pas constitutifs d'une faute de nature à justifier l'ouverture d'une procédure disciplinaire », il affirme maintenant que le militant a « intimidé physiquement un personnel de direction » « sorti de force des collègues de leur salle », tout cela bien sûr sans produire aucun témoignage écrit.

Faute de pouvoir s'appuyer sur les accusations sans preuves du rectorat, le tribunal s'est contenté

de rejeter l'urgence du référé, en prétendant que sa mutation dans un autre département ne l'empêchait pas d'exercer ses responsabilités syndicales dans les Hauts-de-Seine. Face à la discrimination syndicale, c'est choisir le camp du rectorat.

Dans la même semaine, les lycéens de Joliot-Curie qui soutiennent l'enseignant bloquaient de nouveau le lycée, exigeant également le maintien du dispositif de soutien scolaire. Ils protestaient également contre l'arrestation de quatorze jeunes la semaine précédente.

Contrairement à ce que prétend le rectorat de Versailles, la sérénité est loin d'être revenue dans cet établissement, tant la colère est grande contre l'arbitraire de la police et du rectorat. Kai Terada ne compte pas en rester là et conteste la décision du juge.

Aline Urbain



Dans la manifestation du 18 octobre.

Hébergement : pas d'urgence pour le gouvernement

Le gouvernement est revenu sur son projet, annoncé fin septembre, de supprimer 14 000 places d'hébergement d'urgence destinées aux personnes sans domicile.

Vu l'aggravation de la pauvreté et le manque de logements sociaux auxquels une partie d'entre elles pourraient accéder, l'annonce de cette mesure ressemblait à une provocation, ressentie comme telle par

les maires et les associations d'aide aux sans-abri.

Même après ce retour en arrière, le nombre de places dans ce type de logement restera de toute façon inférieur aux 200 000 qui existaient pendant la pandémie

de Covid, puisque le gouvernement n'en financera plus que 197 000 ou 198 000 en 2023.

Certes, ce type d'hébergement n'est qu'un pis-aller et ne peut remplacer un véritable logement social. Mais là aussi, alors que l'objectif du gouvernement était de construire 250 000 logements HLM en 2022-2023,

ce nombre sera loin d'être atteint avec le rythme actuel de constructions nouvelles, d'environ 90 000 cette année.

Le 115, le numéro d'appel pour avoir une place dans un hébergement d'urgence, est saturé en permanence, alors que beaucoup de personnes, découragées, ne se donnent même plus la peine de téléphoner. Dans la nuit du 22

au 23 août, une association a recensé 3 133 personnes dans des familles n'ayant pas pu être hébergées, dont 1 658 enfants. Qu'en sera-t-il en plein hiver ?

Le recul du gouvernement est ainsi l'aveu que toute sa politique vis-à-vis de la population pauvre est un faux-semblant.

Marianne Lamiral

Embouteillage de méthaniers : le capitalisme dans le gaz

La crise gazière de cet automne, les embouteillages de méthaniers devant les ports européens, alors qu'on demande aux familles de se restreindre, donnent une illustration frappante de l'absurdité du capitalisme.

En faisant monter les enchères en Europe centrale, les États-Unis ont délibérément pris le risque de la guerre en Ukraine et de l'une de ses conséquences : la fermeture des gazoducs russes fournissant l'Europe. L'économie européenne et particulièrement l'industrie allemande ayant absolument besoin de gaz, le prix de celui-ci a aussitôt explosé, immédiatement suivi du prix de location des méthaniers qui servent à le transporter et des installations portuaires capables de le recevoir et de le transformer.

Les industriels du secteur et les financiers du monde entier se sont rués sur l'aubaine, contribuant à une hausse vertigineuse des prix. Les premiers à en profiter ont été les producteurs

américains de gaz de schiste, ce qui n'a sans doute pas été pour rien dans la politique des États-Unis. Les oligarques russes n'y ont pas perdu non plus, il leur a suffi de changer de clients pour profiter de la hausse des prix. Puis, la valeur des chargements des méthaniers augmentant au fur et à mesure de leur parcours, les navires ont convergé vers les ports d'Europe et les pays prêts à payer le gaz au prix fort. Les commandes de méthaniers et d'unités flottantes de stockage et de regazéification se sont multipliées, leur prix et celui de leur location ont également explosé.

Cet été, à coups de centaines de milliards, les réservoirs de gaz européens ont donc été remplis. Mais,

en même temps que l'été se prolongeait, le ralentissement économique commençait dans l'industrie. Cette conjonction a fait diminuer la consommation de gaz alors même que la fièvre spéculative continuait. À la fin du mois d'octobre, il y avait donc des dizaines de méthaniers, loués des centaines de milliers de dollars par jour, chargés à ras bord d'un gaz payé très cher au départ et attendant de pouvoir décharger en Europe. Ils sont maintenant à l'ancre ou font des ronds dans l'eau, à un tarif prohibitif. Le prix du gaz, invendable car impossible à stocker en Europe pour l'instant, est donc reparti à la baisse, entraînant avec lui quelques spéculateurs aux reins trop peu solides et occasionnant un nouveau spasme d'une économie mondiale déjà mal en point.

Les navires vont-ils attendre dans les eaux européennes jusqu'à ce que les



Un méthanier devant sa plateforme de chargement de GNL.

prix remontent ? Vont-ils traverser les océans pour vendre leur cargaison ailleurs ? Les traders doivent d'autant plus s'agiter que, un peu de gaz étant consommé chaque jour, la valeur de leur cargaison diminue au fil du temps.

Ce nouvel épisode va-t-il entraîner une suite de faillites dans la filière, voire faire tomber d'autres dominos dans la construction navale, la finance ou l'industrie ? L'économie et les ménages d'Europe auront-ils du gaz cet hiver et à quel prix ? Nul n'en sait

rien et, dans toute cette histoire, les cercles dirigeants des trusts et des États ont d'abord pensé au profit immédiat des grandes compagnies. C'est : « Mon bénéfice tout de suite et après moi le déluge. »

C'est caractéristique de ce que Marx appelait l'anarchie de la production. Il y voyait l'une des raisons de la non-viabilité du capitalisme et de la nécessité de son renversement par les travailleurs. On n'a rien dit de mieux sur le sujet depuis.

Paul Galois



Le cours baisse mais pas les factures

Lundi 24 octobre, le prix du gaz sur le marché international à Rotterdam – qui sert de référence – a connu sa plus forte baisse, puisqu'il est descendu pendant quelques heures en dessous de zéro euro le mégawattheure (MWh). Certes, ce prix est ensuite remonté, mais à 100 euros le MWh, c'est-à-dire trois

fois moins que le prix astronomique qu'il avait atteint et à partir duquel les fournisseurs le vendaient. En fait, tout le monde constate maintenant qu'il y a trop de gaz sur le marché européen, lequel a baissé de 42 %.

Pour autant, le prix du gaz vendu aux particuliers n'a pas baissé d'un centime

et, en France, le gouvernement annonce fièrement qu'on va limiter la hausse à 15 %. C'est l'échelle mobile des prix à la mode capitaliste : quand ça monte on applique sans tarder la hausse aux consommateurs, et quand ça baisse on ne bouge pas, dans l'attente de la remontée des prix.

P. S.

Aides aux TPE : les plus gros empocheront

Jeudi 27 octobre, Élisabeth Borne a annoncé la prise en charge par l'argent public à compter du 1^{er} janvier 2023 d'une partie de la facture d'électricité des très petites entreprises, celles de moins de dix salariés, qui étaient jusqu'à maintenant à l'écart des aides.

En réalité, et comme toujours, ce seront les plus grosses entreprises qui seront le plus avantagées. Ainsi, à compter du 15 novembre, les entreprises de taille intermédiaire, de 250 à 4 999 salariés, et les grandes entreprises auront leur facture d'électricité en partie prise en charge quand elle aura augmenté de 50 %, et non plus de

100 %. Le plafond des aides va doubler, passant à 4 millions, 50 millions ou 100 millions d'euros en fonction de la taille de l'entreprise.

Élisabeth Borne a garanti que 7 milliards d'euros, sur les 12 milliards que coûteront ces soutiens publics, viendront de la taxe exceptionnelle sur les énergéticiens annoncée dans le prochain budget.

Cela reste à voir mais, de toute façon, dans les quartiers et villes populaires, les boulangers-pâtisseries, bouchers-charcutiers, fleuristes, coiffeurs, etc., qui verront leur facture d'électricité un peu allégée, ne subissent pas seulement l'envolée du coût de l'énergie. Ils sont emportés dans la spirale de la flambée générale des prix. Ainsi, le prix des shampoings et colorants pour un coiffeur a monté de 7 à 8 % dans l'année, pour un boulanger-pâtisseries la levure a augmenté de 70 %, la farine de 30 à 40 %, le

beurre de 70 % et le sucre de 50 %. Maintenir la boutique à flot coûte de plus en plus cher, au risque de ne rien rapporter, au risque de ne plus pouvoir rembourser les emprunts, et les petits commerçants et artisans n'ont souvent d'autre recours que d'augmenter eux-mêmes leurs prix.

L'étau se referme d'autant plus que les prix à la consommation flambent pour les travailleurs et les classes populaires. Chaque euro compte et la consommation diminue. Les aides publiques ne compenseront

pas le fléchissement voire l'effondrement des ventes du commerce de proximité, parce que le niveau de vie général est menacé d'écroulement. La bourgeoisie fait payer la crise de son système à la majorité de la population. En s'y opposant, en se battant pour des augmentations de salaire et pour défendre leurs conditions de vie, les travailleurs défendent aussi l'intérêt de toute la société, y compris celui des artisans et des commerçants menacés de faillite.

Boris Savin

Brésil : Bolsonaro s'en va, la crise reste

Le deuxième tour de la présidentielle brésilienne le 30 octobre a donné la victoire à Lula : 50,9 %, contre 49,1 % à Bolsonaro. Cet écart représente un peu plus de 2 millions de voix.

Au premier tour, 6 millions de voix séparaient les deux candidats. Le nombre d'abstentions étant resté stable, Bolsonaro a donc beaucoup plus progressé que Lula.

Bolsonaro a finalement déclaré qu'il respecterait la Constitution. Quoi qu'il en soit, cette élection a montré une division profonde dans l'opinion, ainsi qu'une perte des repères dans les milieux populaires qui jusqu'ici opposaient gauche et droite.

Bolsonaro ne fait pas l'unanimité chez les bourgeois puisqu'on a vu l'équivalent brésilien du Medef et le syndicat des banquiers faire campagne contre lui. Mais ce représentant de l'extrême droite raciste et antiouvrière a gagné des appuis solides dans les classes populaires.

Lula déclare maintenant : « *Ce pays a besoin de paix et d'unité.* » Ou encore : « *Il n'y a pas deux Brésils : nous sommes un seul peuple, une seule nation.* » L'ancien métallo, le syndicaliste qui luttait contre la dictature, le président de 2003 à 2010, a connu

l'adversité, les accusations, les condamnations, la prison. Il en est certes sorti vainqueur et a remporté un troisième mandat. Mais le pays qu'il va gouverner à partir de janvier prochain a changé et l'affrontement politique dont les élections ont été le théâtre resurgira sous d'autres formes.

Les élus de droite ou d'extrême droite sont probablement pour le moment prêts à s'entendre avec Lula. Il a déjà gouverné huit ans en s'appuyant largement sur des sénateurs et des députés de droite et en collaborant avec des gouverneurs d'États de droite. Une partie de ces élus sont en train de tourner casaque, tel le président de la Chambre des députés, pourtant allié de Bolsonaro. En 2002 déjà son vice-président était un notable du Parti libéral, le parti qui cette année a présenté Bolsonaro. De même le vice-président qui vient d'être élu avec Lula est un des principaux chefs de la droite, deux fois gouverneur de Sao Paulo et en 2006 candidat contre lui.



La veille de l'élection, les partisans de Lula dans la favela d'Heliópolis.

Sans doute, pour le moment au moins, Lula n'a rien à craindre non plus des dirigeants des grandes puissances, avec lesquels il voudrait entretenir de bonnes relations. Biden, Macron et Poutine lui-même l'ont félicité. Quand il promet de mettre fin à la déforestation de l'Amazonie, c'est autant pour leur plaisir que pour faire plaisir aux courants écologistes.

Les vrais grands problèmes qu'aura à affronter Lula sont les conséquences de la crise économique mondiale, la récession, le

recul du commerce et des exportations. Malgré cette crise, la bourgeoisie exige le maintien de ses profits, contre les travailleurs qui luttent pour empêcher la dégradation de leurs conditions de vie.

En écho à son programme Faim zéro de 2003, Lula a annoncé qu'il allait en finir avec la faim qui frappe 33 millions de Brésiliens et parle de créer des emplois. Mais il y a vingt ans, lors de son premier mandat, les perspectives économiques étaient bonnes pour le Brésil, dont

les exportations battaient des records. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et cela a tout d'une promesse en l'air, alors que Lula n'a même pas dit qu'il allait revenir sur la réforme des retraites que Bolsonaro a imposée il y a trois ans.

Cela doit être pour les travailleurs un des signes que, dans la crise, Lula ne sera pas de leur côté, et qu'il ne les protégera pas non plus de l'armée et de l'extrême droite, qui se sont renforcées et se tiennent en embuscade.

Vincent Gelas

États-Unis : la campagne du Working Class Party

Les élections de mi-mandat seront closes le 8 novembre aux États-Unis. L'attention des médias est rivée sur la rivalité entre démocrates et républicains, les deux partis traditionnels de la bourgeoisie américaine qui se disputent le pouvoir.

Si la tournure que prendra la seconde moitié du mandat présidentiel de

Biden dépend du contrôle du Congrès, la classe ouvrière n'a rien à attendre de ces

élections, si ce n'est l'affirmation qu'il lui faut un parti à elle : c'est le sens de la campagne du Working Class Party, le Parti de la classe ouvrière.

Soutenu par les militants du groupe The Spark, avec lequel Lutte ouvrière entretient des relations fraternelles, le Working Class Party est présent dans trois États. Dans l'Illinois, Ed Hershey, un enseignant qui a participé à plusieurs grèves importantes, est son candidat à un poste de représentant dans un district couvrant une partie de la ville de Chicago. Dans le Maryland, David Harding, un employé ancien sidérurgiste, est candidat au poste de gouverneur ; à ses côtés Cathy White, ouvrière, est candidate au poste de vice-gouverneur. Dans le Michigan, le Working Class

Party présente onze candidats à divers postes : sept femmes et cinq hommes, six Blancs et cinq Noirs, tous des travailleurs.

Ils affirment notamment : « *Les travailleurs ont besoin d'un parti, basé sur nos intérêts de classe. Ce parti n'existe pas. À la place, il existe deux grands partis, servant tous deux la classe capitaliste et sa recherche du profit. Nous les travailleurs pouvons construire notre propre parti, qui lutte pour unir nos forces dans un combat commun. Nous refusons que le patronat nous utilise les uns contre les autres et nous divise selon la couleur de peau et l'origine, le genre, la nationalité, l'âge, le niveau d'étude ou la qualification professionnelle. Nous travaillons tous pour vivre. Nous sommes fiers de faire partie de la même classe, celle qui*

fait tourner la société. »

Le Working Class Party met en avant « *un programme ouvrier pour affronter la crise capitaliste* », affirmant la nécessité, face à l'inflation, d'une augmentation immédiate des salaires et de leur indexation sur les prix et, face au chômage, de la répartition du travail entre tous.

Il affirme : « *L'argent public devrait être utilisé à ce qui rend service à tous : écoles, routes, ponts et barages, santé publique et infrastructures sanitaires de l'eau et des égouts, transports publics, parcs et zones de loisirs, etc. L'argent existe, gâché aujourd'hui pour accroître les profits des grandes entreprises, dilapidé dans des guerres. Nous devons le reprendre et en faire bénéficier chacun.* »

Lucien Détroit



Les candidats du Working Class Party dans le Michigan.

Chine : les esclavagistes et leurs commanditaires

Des vidéos montrant des centaines d'ouvriers, femmes et hommes, escaladant les grilles pour fuir la zone industrielle Foxconn de Zhengzhou (dans la province du Hunan) et rentrer chez eux à pied ou en stop, ont fait le tour des réseaux sociaux chinois.



Des travailleurs fuient Foxconn.

Les principales usines du taïwanais Foxconn, qui assemble des ordinateurs et des smartphones pour Apple, Dell, HP et autres firmes, sont installées en Chine, notamment à Shenzhen et à Zhengzhou, et en Inde. La zone de Zhengzhou concentre plus de 200 000 travailleurs. C'est là qu'est assemblé en majorité le dernier modèle d'Apple, l'iPhone 14.

À Zhengzhou, des cas de Covid ont été dépistés mi-octobre et la direction de Foxconn et son donneur d'ordres,

Apple, craignaient l'arrêt de la production, à quelques semaines des fêtes de fin d'année, quand l'iPhone 14 est supposé se vendre comme des petits pains. Pour réduire la contagion sans arrêter les lignes, la direction a isolé la zone, organisé des circuits stricts pour les déplacements, imposé des tests biquotidiens, fermé les cantines, obligé les ouvriers à manger dans les dortoirs, en oubliant parfois de livrer la nourriture. La hiérarchie n'informe pas des cas positifs et laisse

les malades à l'isolement total, sans suivi médical.

C'est ce mépris qui a fait exploser la colère et poussé des centaines de travailleurs à s'enfuir pour regagner leurs villages, parfois à 100 ou 150 kilomètres. Ils ont trouvé la solidarité de riverains, qui laissent eau et nourriture au bord de la route « pour les ouvriers de Foxconn qui rentrent à la maison », et de camionneurs qui les prennent en auto-stop, malgré les risques d'être eux-mêmes placés en quarantaine.

Depuis leur construction au début des années 2000, les usines chinoises de Foxconn sont des bagnes industriels dans lesquels capitalistes occidentaux, taïwanais et chinois exploitent conjointement des centaines de milliers de travailleurs. Cette complicité permet de juger les discours des dirigeants occidentaux sur la dictature du régime chinois, qu'ils opposent à la démocratie taïwanaise. Souvent très jeunes, la moitié des ouvriers sont des intérimaires ou des « migrants de l'intérieur », sans contrat fixe. Logés sur place dans des dortoirs, (mal) nourris dans les cantines de l'usine, ils travaillent 10 à

12 heures par jour, six jours par semaine, respirent des vapeurs dangereuses, pour un salaire mensuel de 400 à 500 euros. En 2010, une vague de suicides à l'intérieur de la zone de Zhengzhou avait entraîné des manifestations de colère dans plusieurs villes de Chine. En toute hypocrisie, Apple s'était retranché derrière le code de conduite que doivent signer tous ses fournisseurs, tandis que Foxconn avait installé des filets anti-suicide autour des bâtiments!

Cette fois-ci, la fuite des ouvriers, très relayée sur les réseaux sociaux avant que la censure ne sévise, et le soutien reçu de la part de la population, ont fait craindre aux dirigeants de Foxconn et d'Apple que le mouvement ne s'amplifie et que les lignes ne s'arrêtent. Ils ont annoncé le versement d'une prime de 55 euros par jour à tous les ouvriers présents entre le 19 octobre et le 11 novembre, et la garantie de pouvoir quitter librement l'usine.

Xavier Lachau

Twitter : dans les griffes d'un rapace de la finance

Le 27 octobre, le milliardaire Elon Musk, déjà propriétaire de l'entreprise automobile Tesla et de la société de lancement du vaisseau spatial SpaceX, a racheté le réseau social Twitter pour 44 milliards de dollars. « Pour essayer d'aider l'humanité, que j'aime », a-t-il déclaré.

Cet amour de l'humanité a immédiatement conduit Musk à dissoudre le conseil d'administration de Twitter, devenant ainsi l'unique dirigeant. Selon une partie de la presse américaine, il projeterait de licencier, à terme, jusqu'à 75% de ses 7500 employés. Il a prétendu défendre ainsi la liberté d'expression. Il s'agit en fait de ceux et celles dont le compte Twitter a été supprimé ou suspendu en raison de leurs tweets racistes, homophobes, misogynes ou complotistes, et dont le compte serait rétabli. Les plus connus d'entre eux sont Donald Trump, évincé de Twitter en janvier 2021 après l'assaut du Capitole, ou le rappeur Kanye West dont

le compte, suspendu après ses propos antisémites, a été réactivé dès le lendemain du rachat par Elon Musk.

Celui-ci n'est ni le premier ni le dernier capitaliste à se payer un média pour influencer l'opinion publique. Aux États-Unis, Jeff Bezos, à la tête d'une fortune estimée à 210 milliards de dollars, possède de nombreux médias, dont le *Washington Post*. En France, Bouygues possède TF1 depuis 1987; Bernard Arnault et son groupe de luxe LVMH possèdent les journaux *Les Échos* et *Le Parisien*; et Vincent Bolloré, propriétaire du groupe Canal+, ne se gêne pas pour diffuser ses opinions réactionnaires à longueur de journée sur ses chaînes Direct 8 ou CNews.

Les capitalistes imposent en permanence leur dictature économique et leur loi du profit à toute la société. En bonne logique, ils rêvent d'imposer aussi leur idéologie et leur mentalité d'exploiteurs.

Julie Lemée

Substances chimiques toxiques : vous en reprendrez bien un peu...

La Commission européenne a reporté pour la deuxième fois l'adoption de son plan d'interdiction de 7 000 substances chimiques toxiques à la fin de l'année 2023. Pour nombre de journalistes et d'associations, il s'agit d'un enterrement pur et simple.

Ces dernières années, de nombreux scandales ont éclaté concernant les poisons fabriqués par les trusts de l'industrie chimique, comme le bisphénol A. D'après l'Agence européenne pour l'environnement, 74% des 300 millions de tonnes de marchandises chimiques produites en Europe sont dangereuses pour la santé et l'environnement. Les phtalates, bisphénols, parabens, éthers de glycol, etc. sont présents partout : dans les jouets, biberons, tétines, emballages alimentaires, vêtements, meubles, appareils électroménagers, produits d'entretien... Pire encore, un cinquième de ces substances



chimiques sont classées potentiellement cancérigènes, mutagènes et toxiques.

Face à l'émotion que sa décision suscite, la Commission européenne avait fait mine de taper du poing sur la table, d'où ce plan d'interdiction. Mais, d'après UFC-Que

choisir, il n'aurait sans doute pas changé grand-chose, car la Commission n'avait prévu que très peu de moyens de la contrôler et la faire appliquer.

Si limité que soit ce plan, il était quand même trop contraignant pour les trusts européens de la chimie, comme Bayer ou BASF. Ceux-ci ont donc informé la Commission qu'il fallait arrêter tout de suite le projet. Pour justifier le report, celle-ci a alors agité comme d'habitude le chiffon rouge de la guerre en Ukraine, qui « fait peser des charges supplémentaires sur la compétitivité de l'industrie », comme l'a déclaré Thierry Breton, le commissaire européen à l'Industrie. Et voilà comment le « pacte vert pour l'Europe » se fracasse contre les intérêts des industriels.

Arnaud Louvet



Octobre 1962: la crise des fusées à Cuba

Il y a soixante ans, le 14 octobre 1962, les dirigeants américains apprenaient la présence d'une base de missiles nucléaires à Cuba, installée par l'URSS. C'était le début d'une crise opposant les deux superpuissances.

Aujourd'hui, cet anniversaire est l'occasion de divers commentaires dans les médias, pour rendre la Russie, hier comme aujourd'hui, responsable de la menace de guerre nucléaire. Mais il rappelle surtout que les États-Unis, qui feignent aujourd'hui de s'étonner des réactions de la Russie quand l'OTAN s'approche de ses frontières, étaient prêts à lancer leurs bombes quand l'URSS s'approchait des leurs.

Les missiles nucléaires soviétiques étaient installés à moins de 200 km des côtes américaines. Il était aisé pour les dirigeants américains de présenter l'URSS comme les menaçant d'un engrenage vers

une troisième guerre mondiale. Les États-Unis possédaient pourtant huit fois plus de bombes et d'ogives nucléaires que l'URSS. Quelques mois plus tôt, en novembre 1961, ils avaient installé quinze missiles à Izmir, en Turquie, non loin de l'URSS, et trente autres en Italie, pouvant pour certains frapper Moscou en seulement seize minutes. Des « menées » tout aussi « agressives », dans cet affrontement qui les opposait à l'URSS depuis des années.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, quatre années auparavant, à la tête d'une révolte populaire contre le dictateur Batista, et surtout depuis

la nationalisation en 1960 des intérêts américains, les États-Unis avaient cherché à renverser ce régime. Avant même que Castro mette en œuvre sa réforme agraire, le 17 mai 1960, et exproprie les compagnies américaines, en commençant par la firme bananière United Fruit, le Conseil de sécurité nationale de la Maison-Blanche avait décidé, le 10 mars 1959, d'étudier des stratégies pour « mettre en place un nouveau gouvernement à Cuba ».

En avril 1961, ils passèrent à l'acte en lançant une opération d'envergure: 1500 hommes armés débarquèrent au sud de l'île, près de la baie des Cochons. Ce fut un fiasco. En 72 heures de combat, ceux-ci furent anéantis grâce à la mobilisation immédiate des soldats, des miliciens et de toute la population cubaine. Le constat s'imposait: le régime de Castro bénéficiait d'un large soutien populaire. Les États-Unis, qui ne pouvaient pas rester sur cet échec, décrétèrent donc en 1962 un embargo contre Cuba, toujours en vigueur en 2022, tout en envisageant en secret de nouvelles opérations pour renverser Castro.

C'est pour résister aux pressions américaines, ainsi qu'à l'étranglement économique, que Castro s'était tourné vers l'URSS dès le début de l'année 1960. Face à la montée des menaces d'intervention américaine, ces liens n'avaient cessé de se



Discours de Kennedy au cours de la crise des missiles, le 24 octobre 1962.

renforcer. Castro proclama le 16 avril 1961 le caractère socialiste de la révolution cubaine. L'aide de l'URSS, qui ravitailla l'île en pétrole et lui acheta du sucre au-dessus du cours mondial, permit à Cuba de tenir, malgré l'embargo renforcé mis en place en février 1962 par les USA.

Ce fut cependant sans l'accord de Castro que le dirigeant de l'Union soviétique, Nikita Khrouchtchev, lança l'opération baptisée Anadyr, qui consistait à envoyer par bateau 50000 soldats et 36 missiles nucléaires à Cuba. Castro se retrouvait ainsi dans le rôle du pion utilisé dans l'affrontement entre deux grandes puissances, les États-Unis et l'URSS. Les dirigeants de la bureaucratie russe tentaient de se servir de l'influence gagnée à Cuba pour démontrer leurs propres possibilités militaires. Ils n'allaient rien y gagner, et le peuple cubain non plus.

La première option que Kennedy commença à défendre, sur les conseils de certains des généraux, fut l'intervention militaire pure et simple. Finalement, la décision qui l'emporta fut celle d'un blocus partiel de l'île, assortie de la menace de faire intercepter, contrôler, voire couler

par la marine de guerre les navires russes allant à Cuba, si les dirigeants Soviétiques ne démantelaient pas leur base. Sous le prétexte de manœuvres, une force navale américaine convergea vers Cuba, embarquant 40000 Marines, tandis que 100000 hommes étaient déployés en Floride.

L'URSS fit finalement marche arrière, en essayant de ne pas perdre la face. Khrouchtchev ne demanda pas à ses marins de forcer le blocus. Le 28 octobre, il accepta finalement le marché consistant à accepter de démolir les bases qu'il venait d'installer, en échange de la promesse des États-Unis de ne pas envahir Cuba et de celle, qui devait rester secrète, de retirer leurs missiles de Turquie.

La propagande allait faire de Kennedy celui qui aurait évité le déclenchement d'une troisième guerre mondiale. Les prétendues blanches colombes américaines étaient pourtant en train de s'engager dans la guerre du Vietnam, pour tenter de montrer, au prix de bombardements au napalm, de villages rasés et des milliers de morts, qu'ils ne laisseraient aucun pays sortir de leur sphère d'influence.

Aline Retesse



Des miliciens cubains en avril 1961.

Qatar: après l'exploitation, l'expulsion

Des milliers d'ouvriers étrangers des chantiers de construction de la Coupe du monde de football au Qatar ont été expulsés de leurs logements durant la dernière semaine du mois d'octobre, pour faire de la place aux supporters à venir.

Pour construire les infrastructures nécessaires, les nouvelles routes, un nouvel aéroport, un réseau ferroviaire sur mesure et sept nouveaux stades, ces milliers d'ouvriers ont été contraints de travailler durant des

mois dans des conditions infernales, parfois jusqu'à dix-huit heures par jour, à des températures frôlant les 50 degrés, en n'ayant accès qu'à une eau douce, et sans même la garantie d'être payés pour leur travail. Et cela sans

parler des morts d'épuisement et des nombreux accidents du travail dans les chantiers. Dans un rapport publié en août 2022, l'ONG Amnesty International affirmait: « Plus de 15 021 personnes non qataries – de tous âges et de toutes professions – étaient mortes entre 2010 et 2019 » dans le pays.

Le 27 octobre dernier, les autorités du Qatar ont fait évacuer des



Sur un des chantiers du Mondial 2022 au Qatar.

immeubles de la capitale, Doha, où logeaient des travailleurs étrangers. Dans un bâtiment qui abritait 1200 personnes dans le district d'Al Mansoura, les habitants ont été sommés de partir dans un délai de deux heures.

Une ignominie de plus dans l'organisation de cette compétition qui a déjà rapporté des milliards aux grands groupes du BTP, au prix de la vie et de la santé de ces centaines de milliers de travailleurs.

A.R.

Catastrophe de Brétigny : la SNCF condamnée

Le jugement vient d'être rendu dans le procès de la catastrophe de Brétigny, où le déraillement du train Paris-Limoges en juillet 2013 avait causé la mort de sept personnes et fait plusieurs centaines de blessés.

Reconnue coupable des délits « d'homicide et blessures involontaires », la SNCF a été condamnée à une amende de 350 000 euros et à verser aux victimes des dommages et intérêts de 3,3 millions d'euros. Le cheminot, qui était la seule personne physique incriminée, a été relaxé, ainsi que SNCF Réseau.

La responsabilité de la SNCF n'a fait aucun doute. Ce déraillement avait été provoqué par le basculement d'une éclisse, une

pièce d'aiguillage. Les juges ont vérifié que l'accident provient bien de la dégradation d'une fissure, pourtant décelée par les agents depuis 2008, soit cinq ans avant l'accident. De plus, le jugement pointe la « succession de négligences relatives à la dérive du rythme de visites annuelles depuis le 18 juin 2010 et à l'absence de démontage des éclisses ». « Cette conjonction de négligences fatales s'inscrit dans un contexte de banalisation de l'urgence, de récurrence

des aléas et de désorganisation chronique auquel les agents ont été contraints de s'adapter au prix d'incuries dont une, réitérée au fil des ans, a déterminé l'accident ».

Ces incuries ont une origine : la gestion capitaliste des transports qui se traduit par des économies à tout crin sur le personnel et le matériel afin de dégager le maximum de profit. Entre 2000 et 2012, la brigade d'entretien des voies de Brétigny a été divisée par deux. À l'échelle du pays, 5 000 emplois de cheminots ont été supprimés entre 2000 et 2021 dans l'entretien d'un réseau pourtant largement obsolète.

Sans gêne, la direction a

obstrué l'enquête et tenté de faire porter le chapeau aux agents d'exécution. La mise sur écoute des cadres de la SNCF, ordonnée par le juge d'instruction en raison de l'obstruction, a par exemple révélé cette consigne donnée au responsable de la Maintenance par une responsable de son service juridique : « *On est bien d'accord que sur Brétigny [...] y'avait un problème au niveau des agents, hein ! En bas. Ça c'est clair et net.* »

Le jugement a heureusement totalement blanchi le cheminot, âgé de 24 ans au moment des faits, poursuivi pour n'avoir pas décelé le desserrage de boulons alors qu'il effectuait seul une tournée d'inspection de 8,5 kilomètres de voies une semaine avant l'accident.

Mais il était la seule personne physique à être inculpée et à risquer la prison ferme, alors qu'il était victime et non responsable de

ces décisions. En revanche Guillaume Pepy, qui a supprimé 22 000 emplois en tant que PDG de la SNCF de 2008 à 2019 et laissé à l'abandon des milliers de kilomètres de voies, n'était pas poursuivi personnellement par la justice. Il poursuit aujourd'hui sa carrière de liquidateur d'emplois à la tête du groupe Orpea.

Les dirigeants et actionnaires des groupes publics ou privés sont largement protégés par la responsabilité juridique de l'entreprise qu'ils dirigent, contrairement à leurs salariés. Quand leur entreprise est tout de même condamnée, c'est en tant que « personne morale », avec, comme dans le cas de Brétigny, des amendes et indemnités bien inférieures au bénéfice réalisé aux dépens des cheminots et des usagers, et parfois au prix de leur vie.

Christian Bernac



PHILIPPE DE POULPIQUET

RATP Bus : la nouvelle prime anti-grève suscite l'indignation

« Prêts pour gagner 450 euros de plus ? » Voilà comment la direction de la RATP a informé les conducteurs de bus d'Île-de-France de sa toute nouvelle prime de présence.

À défaut des 450 euros qui manquent sur la fiche de paye pour rattraper l'inflation des dernières années, il s'agirait d'une prime mensuelle, étalée sur trois mois : 100 euros brut le premier, 150 euros le second et 200 euros le troisième... réduite à zéro à la moindre minute d'absence au cours du mois, quel qu'en soit le motif. Même les parents obligés de garder leur enfant malade, les victimes d'accidents du travail ou les conducteurs mis en arrêt après avoir été agressés au cours de leur service subiraient la double peine.

La direction prétend récompenser ceux qui viennent travailler malgré les conditions de travail de plus en plus difficiles. Même le ministre du budget

Gabriel Attal s'est chargé du service après-vente, en prétendant qu'il n'y a aucun problème car « *qui tombe malade toutes les semaines ou tous les mois ?* ».

En réalité, avec cette prime, la RATP se paie une nouvelle campagne de communication pour désigner les conducteurs de bus comme responsables de la désorganisation du service, tout en cherchant à dissuader les travailleurs de déclarer des accidents de travail ou des agressions ou dissuader les parents de rester aux côtés de leur enfant malade.

La direction veut aussi se venger des nombreux conducteurs qui débrayent 59 minutes en début de service et sur des fractions des services en deux parties – auparavant compensés

par des primes – sans parler de tous ceux qui ont fait grève le 29 septembre et le 18 octobre pour dénoncer la démolition des conditions de travail et l'effondrement du pouvoir d'achat. Beaucoup de conducteurs sont outrés par ces mesures vexatoires et le cynisme de la direction.

Au fond, en privant aussi de cette prime ceux qui s'en tiennent aux 59 minutes, la RATP leur confirme à sa façon que débrayer ne permet pas de lutter « *pour pas cher* ». En effet rassembler les protestations et la colère pour frapper tous ensemble donnerait un bien plus grand poids aux travailleurs. Rejointe par les syndicats du métro et la CGT bus, la journée de grève interprofessionnelle du 10 novembre approche, et la direction de la RATP y met ainsi du sien pour qu'elle soit une réussite.

Correspondant LO

Geodis – Gennevilliers : ouvriers en grève

Les salariés de Geodis à Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, sont en grève pour les salaires depuis le 17 octobre.

La plateforme logistique de cette filiale de la SNCF, a alimenté les centrales d'achat pendant la crise Covid, ce qui a permis à Geodis de faire en 2021 un chiffre d'affaires en hausse de 28 %, et ainsi d'accumuler 948 millions de bénéfices.

Ce n'est pas souvent que les médias parlent d'une grève, au point que la journaliste de France 2 qui interrogeait Macron mercredi 26 octobre l'a même évoquée. Mais la réponse de Macron est vraiment la même que celle des patrons du groupe Geodis : « *Les décisions qui concernent les hausses de salaire générales se font dans le cadre légal des négociations annuelles obligatoires. Les prochaines auront lieu début janvier 2023.* »

En plus des salaires qui ne suivent pas la hausse des prix, ce qui met en colère ce sont les feuilles de paie de certains cadres,

bénéficiant d'une prime astronomique aux yeux des travailleurs, et responsables des pressions quotidiennes sur les salariés.

Les grévistes sont aussi intervenus dans un autre centre de Geodis situé également sur le port de Gennevilliers pour expliquer les raisons de leur grève, conscients que leur mouvement doit s'étendre aussi aux autres centres car tous ont les mêmes fins de mois difficiles.

Il aura fallu attendre lundi 31 octobre à 17 h 30 pour que la directrice reçoive une délégation, propose plus que ce qui avait été dit précédemment, mais en refusant de payer les heures de grève. Après le compte-rendu de cette délégation, c'est à la quasi-unanimité que la grève a été reconduite et un nouveau rendez-vous était prévu pour mercredi 2 novembre.

Correspondant LO

Ehpad : le scandale permanent

La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) a publié le 20 octobre les conclusions de trois années de contrôles des Ehpad privés. D'après celles-ci, plus de la moitié des établissements mentent sur leurs tarifs et les prestations médicales qu'ils annoncent.

Le communiqué relève premièrement que les prix annoncés par les Ehpad dans leur publicité et auprès de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie diffèrent souvent de ceux réellement payés par les clients. Deuxièmement, la facturation frauduleuse de prestations médicales est monnaie courante. Cela va de refacturations

de services censés être inclus dans le prix de base, à des « jardins thérapeutiques » qui sont en réalité de simples bacs pour faire du jardinage ou des « salles multisensorielles » inexistantes. Troisièmement, les modalités de résiliation ou les demandes de dépôt de garantie exorbitante sont souvent l'occasion d'une escroquerie supplémentaire.

Ces faits n'étonneront pas grand monde. En février dernier, l'enquête du journaliste Victor Castanet dans les Ehpad du groupe Orpea, notamment pour un établissement de Neuilly, rapportait des tarifs supérieurs à 6000 euros par mois, accompagnés de repas de misère, et n'incluant ni Internet ni l'entretien du linge.

La réalité sordide de ces établissements est également mise en avant lors de chacune des grèves qui se sont multipliées ces dernières années. Les profits des propriétaires des Ehpad sont en effet non seulement le fruit de l'extorsion des résidents, mais aussi de la

surexploitation du personnel. Et d'ailleurs, les deux sont intimement liés : nombreux sont les travailleurs qui témoignent du sentiment insupportable de maltraiter les personnes âgées qu'ils sont censés soigner, parce qu'ils n'ont pas le temps nécessaire pour s'occuper d'eux.

Une des plus récentes de ces grèves est celle de l'Ehpad des Pervenches à Caen, en septembre dernier, où le personnel a arraché 120 euros d'augmentation. En 2017, la grève à l'Ehpad des Opalines à Foucherans dans le Jura avait duré 117 jours et s'était également conclue par une victoire.

Elle avait particulièrement mis en lumière la complicité de l'État dans l'enrichissement des propriétaires des Ehpad. Les grévistes expliquaient en effet que ce sont les Agences régionales de santé, qui dépendent du ministère de la Santé, qui financent le salaire des infirmières, et 70% de celui des aides-soignantes, les 30% restants étant payés par le département.

L'enquête de la DGCCRF ne représente en aucun cas une remise en question du fonctionnement, ni des pratiques frauduleuses qu'elle relate.

Thomas Baumer

Institut Pasteur – Paris : pour une hausse des salaires

À l'Institut Pasteur de Paris, en dehors des maigres augmentations individuelles (moins de 1% par an et pas pour tout le monde), les salaires sont bloqués depuis 2017.

Environ 2100 personnes y travaillent et il n'y a pas que des chercheurs, environ un tiers des salariés sont administratifs, techniciens de laboratoire ou ouvriers et leurs salaires sont bas. Pourtant, les comptes de l'Institut sont excédentaires et permettraient largement d'augmenter les salaires de

tous.

Le 27 septembre, lors d'une assemblée générale du personnel, les 50 personnes présentes ont décidé de demander, sous forme d'une pétition, une augmentation des salaires importante et pour tous. Elle a recueilli 947 signatures en quinze jours. C'était déjà

inhabituel, mais l'attitude méprisante de la direction face aux 70 salariés venus déposer la pétition a fait monter la colère.

Le lendemain, ils étaient 150 à se réunir et envahir la salle où se déroulait la première réunion des négociations salariales annuelles. La direction a fait mine d'écouter puis a proposé des miettes : une prime de 400 euros et une augmentation générale inférieure à

50 euros brut. Face à cette proposition inacceptable, près de 200 travailleurs de l'Institut, réunis à nouveau le 25 octobre, ont décidé de manifester sur le campus le lendemain. Le cortège, bruyant et animé, a fait le tour des bâtiments pour finir sous les fenêtres de la direction.

Celle-ci invoquant le fait que sans l'accord du conseil d'administration elle ne peut rien faire, les salariés

ont voulu accueillir celui prévu à l'Institut le 28 octobre. Ils étaient environ 200 prêts à le faire, mais la direction a eu peur et a choisi de le déplacer dans un lieu « neutre », pour, dit-elle, « éviter le risque d'une perturbation du conseil d'administration ». Ce n'est que partie remise car le personnel mobilisé, d'autant plus en colère, ne compte pas s'en arrêter là.

Correspondant LO

Pizzorno – Vitry-sur-Seine : la grève fait reculer la direction

Les salariés de l'entreprise de ramassage des déchets Pizzorno à Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, ont fait grève du lundi 24 au samedi 29 octobre.

Les grévistes dénonçaient la dégradation de leurs conditions de travail due aux économies faites par le patron sur le nombre de camions de ramassage et de bennes de déchargement, entraînant des journées à rallonge pour une charge de travail sans cesse augmentée. Vingt-deux salariés ont été victimes d'accidents de travail depuis le début de l'année sur ce site de 260 travailleurs, où la journée dépasse de plus en plus souvent les dix heures d'un travail dur et usant pour les salariés du matin. Et tout cela pour un salaire

qui ne suit pas la hausse des prix, surtout ceux des carburants, alors que beaucoup doivent venir en voiture vu les horaires décalés.

Après un préavis de la CGT, la grève est partie de l'équipe qui travaille quatre jours par semaine sur le 15^e arrondissement de Paris, suite à la volonté de la direction de repasser sur cinq jours et de supprimer un camion en septembre, ce qui aurait eu pour conséquence d'augmenter la distance des tournées déjà très dures. La grève s'est étendue ensuite à ceux qui sont sur le T12 du Val-de-Marne, ligne de



tramway qui dessert des communes autour d'Orly.

Ils étaient près d'une centaine en grève totale, entre les équipes du matin et celle de l'après-midi, soit 90% des chauffeurs et équipiers de collecte, pour exiger des camions-bennes supplémentaires, le maintien de leur rythme de travail sur quatre

ou cinq jours en fonction des équipes, et des moyens pour assurer des conditions de travail correctes. C'est ce que les travailleurs de Pizzorno ont obtenu après cinq jours d'arrêt, avec le paiement de la moitié des jours de grève. Ils n'ont rien obtenu cette fois-ci sur les salaires, hormis quelques

primes pour certains, mais ils ont décidé la reprise, plus soudés qu'avant et fiers de s'être fait collectivement respecter d'une direction arrogante et méprisante, en particulier la DRH France. Et ils sont déterminés à remettre ça par la suite pour les salaires.

Correspondant LO

Compin – Évreux : tête haute devant le patron

Il y a deux mois, la direction de l'usine Compin à Évreux, dans l'Eure, avait annoncé 55 licenciements pour le 2 novembre. Depuis, les travailleurs avec les militants CGT, seul syndicat dans l'usine, ne sont jamais restés l'arme au pied.

Au terme d'une grève de trois jours, une victoire morale a été remportée sur le patron.

Dans cette usine de 113 salariés, fabriquant des sièges de train ou de métro, certains sont à quelques mois de la retraite, d'autres ont cinq ou six ans d'ancienneté, de jeunes enfants et des emprunts à rembourser. Beaucoup ont dix, vingt ans, trente ans chez Compin et ont suivi l'usine quand elle avait été délocalisée dans le département, de Brionne à Évreux. Pour

tous, la direction n'annonce que le minimum légal pour un licenciement. Elle vient d'être condamnée en justice à 30 000 euros d'amende pour délit d'entrave. Le report d'une réunion avec les élus du personnel CGT a été ressenti une nouvelle fois comme du mépris.

Mardi 25 octobre, un peu plus de la moitié des salariés n'ont pas pris le travail et la production a été stoppée. Il n'y avait pas de blocage des accès, mais le piquet de grève a invité un chauffeur

de poids lourd à se garer plus loin, ce qu'il a fait volontiers. La grève a été reconduite le lendemain, et aussi le 27 octobre. Dans le cadre de la journée d'action nationale, l'union départementale CGT de l'Eure a apporté son soutien aux grévistes et fourni les structures pour un barbecue de lutte devant l'usine. Mais c'est surtout la manifestation dans la zone industrielle qui a donné le sentiment aux travailleurs soudés d'être une force.

La direction de Compin, ne pouvant plus rester sourde et aveugle, a rencontré les élus CGT, qui venaient régulièrement au piquet de grève et faisaient voter les grévistes. Durant ces trois



Le 27 octobre dans la zone industrielle.

jours de grève, une assemblée générale permanente s'est tenue et c'est ensemble que les travailleurs ont accepté la proposition de la direction de reculer de quinze jours l'annonce du plan social, avec l'engagement sur un protocole de discussions, et le paiement de deux jours de grève sur trois.

La reprise s'est déroulée avec le sentiment de s'être fait respecter par la direction et entendre des pouvoirs publics. Les services du ministre de l'Économie,

Bruno Le Maire, ont organisé une visioconférence le 28 octobre avec les élus CGT, pour annoncer ce que tout le monde savait déjà, à savoir qu'ils ne pouvaient rien contre les licenciements.

Le répit de quinze jours imposé par la grève, les salariés de Compin sauront l'utiliser pour se préparer à se défendre collectivement, en comptant sur leurs armes de travailleurs, face à une direction qui ne fera aucun cadeau.

Correspondant LO

Certicall – Marseille : Niel, lâche l'oseille sinon pas d'appel !

Les 18 octobre et 27 octobre, les salariés de Certicall, un centre d'appels de Free basé à Marseille, ont fait grève pour réclamer des augmentations de salaire.

Aux mêmes dates, d'autres débrayages étaient organisés dans différentes filiales de Free en particulier à Free Réseau, où les techniciens sont spécialisés dans la fibre.

Il faut dire que chez Free, qu'ils soient en centre d'appels ou sur le terrain, les travailleurs n'ont eu droit, cette année, qu'à une augmentation moyenne de 20 euros. Et encore ce n'était pas pour tout le monde, puisqu'il fallait être embauché depuis plus d'un an. Le salaire moyen d'un téléconseiller est d'environ 1 400 euros, mais ce n'est qu'une moyenne et pour gagner un peu plus, il faut en permanence courir après des primes de rendement, toujours plus compliquées dans leur mode de calcul et toujours plus difficiles à atteindre.

Pourtant, l'argent ne manque pas. Free fait partie du groupe Iliad, propriété de Xavier Niel, et sa santé financière est florissante. Le groupe a atteint plus de deux milliards de chiffre d'affaires au premier semestre 2022 en France,

auquel s'ajoute son chiffre d'affaires en Pologne et en Italie.

Lors de ces deux journées de mobilisation, plus d'une centaine de travailleurs ont fait grève, dans l'ensemble du groupe. Parmi eux les techniciens de Free Réseau, dispersés un peu partout dans le pays, ont réussi à se mobiliser pour réclamer des augmentations de salaire et protester contre le projet de flicage de la direction, qui veut géolocaliser tous leurs trajets.

À Certicall, à Marseille, plus d'une quarantaine de téléconseillers, dont certains étaient en télétravail, ont débrayé. Ceux qui étaient sur site se sont retrouvés sur le parvis de l'entreprise. Dans une bonne ambiance, pendant une heure, ils ont discuté de leurs problèmes, de la nécessité de réclamer des augmentations de salaire égales pour tous, mais aussi de résister à la pression incessante des objectifs pour obtenir des primes, finalement toujours en baisse.

Correspondant LO

Delpharm – Orléans : débrayages pour les salaires

Depuis le 11 octobre, près de 120 travailleurs de l'usine Delpharm d'Orléans débrayent une heure chaque jour, et pour partie se réunissent quotidiennement en assemblée générale.

Face aux prix qui explosent, pour les salaires le compte n'y est pas, et cet avis est partagé par l'ensemble des 700 travailleurs de l'usine.

Lors des négociations salariales de juin, la direction a mis en place un système d'augmentations individuelles prenant effet à la date anniversaire d'entrée de chaque travailleur dans l'usine. Une pétition a circulé tout l'été, signée et relayée par une très grande majorité de travailleurs, pour revendiquer des augmentations générales en rapport avec l'augmentation réelle

des prix. La direction a encore répondu par des augmentations individuelles, et par deux primes Macron de 300 euros, une en septembre, l'autre prévue pour janvier 2023.

Des primes, ce n'est pas ce que demandent les grévistes. Les assemblées générales ont adopté comme revendication 150 euros d'augmentation pour les salaires inférieurs à 2 000 euros et 120 euros pour les autres, ce que beaucoup considèrent comme un minimum. Parmi les plus mobilisés, une équipe a été élue pour organiser le

mouvement, réfléchir aux actions et les préparer. Il a été décidé de continuer les débrayages pendant les vacances scolaires, de faire en sorte d'amplifier le mouvement et de l'étendre à d'autres secteurs que la production, comme les labos. Il est aussi prévu des journées de mobilisation, pour pouvoir se retrouver entre travailleurs des équipes et de journée. Ainsi, mercredi 26 octobre, un barbecue devant l'usine a rassemblé une soixantaine de travailleurs.

Après plus de deux semaines de débrayages, le mouvement commence à gêner la production. Pour le moment la direction, qui a reçu une délégation des grévistes les 26 et 28 octobre, propose 100 euros pour les salaires inférieurs à 2 000 euros et 60 euros pour ceux inférieurs à 2 600 euros. À l'assemblée générale qui s'est tenue au sortir de la rencontre avec la direction, les grévistes présents, une quarantaine, ont considéré que le compte n'y était toujours pas.

Après ce premier recul patronal, la détermination de beaucoup à continuer le mouvement reste intacte. Les débrayages se sont poursuivis pendant le week-end et rendez-vous était pris pour une nouvelle action mercredi 2 novembre.

Correspondant LO



Lidl : publicité mensongère

À la recherche de 2 000 à 2 500 travailleurs pour faire tourner ses 200 nouveaux magasins en cours d'ouverture en France, Lidl ne recule devant aucun mensonge.

À en croire la dernière campagne publicitaire, il ferait bon travailler, voire bon vivre dans les magasins Lidl.

Ces dernières années, Lidl s'est fait connaître au contraire pour ses conditions de travail particulièrement dures, ses salaires bas, les pressions incessantes des chefs et même le suicide de certains de ses employés. Pour tenter de recruter les travailleurs dont le groupe a besoin, les publicités Lidl fleurissent dans les magasins de l'enseigne,

vanant les conditions de travail et les salaires de l'entreprise. Les affiches titrent par exemple : «*Équipiers polyvalents 35 heures - 2 000 euros*», tout en promettant «*bien plus qu'un job chez Lidl!*» Mais, à la lecture des notes écrites en petits caractères en bas d'affiche, on apprend qu'il s'agit de 2 000 euros brut, soit environ 1 560 euros net par mois. Et ce prétendu salaire d'embauche est encore à revoir à la baisse. Ainsi, la prime d'ancienneté y est abusivement

intégrée, puisqu'un nouvel embauché n'y a droit qu'après trois ans en CDI à temps plein chez Lidl, outre le fait qu'une prime ne fait pas, par définition, partie intégrante du salaire.

Pour connaître la réalité, il vaut mieux lire les fiches de postes de recrutement actuellement publiées par Lidl. Un équipier polyvalent à temps plein, c'est-à-dire un travailleur qui jongle entre la caisse, la mise en rayon et le nettoyage d'un magasin, perçoit ainsi 1 330 euros net après un an d'ancienneté, avec un 13^e mois. De plus, les temps partiels imposés, autour de 20 à 30 heures par semaine, sont la règle pour une majorité de travailleuses. Elles ne touchent alors que 1 140 euros net par mois, toujours avec un 13^e mois, pour une semaine de 30 heures. C'est dire si on est loin des prétendus 2 000 euros des affiches de Lidl.

Les patrons peuvent prétendre ce qu'ils veulent, les travailleurs, eux, savent à quel point les salaires sont insuffisants depuis des années, et le sont toujours davantage face à l'envolée des prix.

Marlène Stanis



La Banque postale - Marseille : la direction a-t-elle la grosse tête ?

Pour la direction marseillaise de La Banque postale, le client sert d'alibi : pour « être à son écoute », elle a décidé qu'à partir de janvier 2023 les horaires des agents seraient modifiés.



Devant La Banque postale

Les nouveaux horaires seraient cadrés dans une plage comprise entre 8 h 30 et 18 heures, se moquant de l'organisation de la vie privée. Et cela en éliminant les horaires historiques, qui

démarrent à 7 h 30 le matin et permettent d'échapper aux embouteillages et transports bondés.

Le personnel du centre financier de Marseille subit depuis des années la restructuration de l'ensemble des services, avec précarisation de l'emploi et départs non remplacés : l'effectif s'est effondré et près de 800 emplois ont été supprimés en dix ans.

La direction de Marseille affirmait haut et fort qu'il était impossible que ce changement d'horaire soit repoussé, la décision étant prise au niveau national, donc imposée à tous les centres financiers. Or début septembre, en contactant les collègues des autres

centres, les postiers apprenaient qu'à Rouen un service démarre à 8 heures, et ainsi de suite... Piteuse, la direction a annoncé alors que l'échéance « inéluctable » de janvier 2023 était repoussée à juillet 2023. Se serait-elle érigée en direction nationale ?

Aussitôt, une pétition organisée avec la CGT pour le maintien des horaires circulait et un préavis de grève était déposé pour les jeudi 20 et vendredi 21 octobre. Ces jours-là, il y eut de nombreux grévistes dans l'ensemble des services sur le mot d'ordre : «*Report en juillet, qu'est-ce que ça change ? On va lutter et on va gagner sur nos salaires et nos horaires.*» Le jeudi, un piquet festif s'est tenu avec une trentaine de grévistes très déterminés.

Correspondant LO

Belgique : les grévistes des TEC montrent la voie

Depuis cet été, l'inflation en Belgique est supérieure à 10 %, loin au-dessus de l'indexation des salaires qui ne reflète que très partiellement, et avec retard, l'augmentation des prix.



Mercredi 28 octobre à Charleroi.

Des travailleurs sont mécontents de l'immobilisme des syndicats, qui n'appellent qu'à des actions limitées et espacées.

Ainsi, à la suite d'une mobilisation syndicale le jeudi 20 octobre, des chauffeurs de la compagnie publique de Transports en commun (TEC) de la ville de Charleroi ont entraîné leurs collègues dans une grève et des actions prolongées. Quatre dépôts ont rejoint le mouvement, 200 chauffeurs se regroupant chaque jour en assemblée pour décider de leurs actions.

Les chauffeurs disaient qu'avec 2 000 euros net ils ne s'en sortaient pas mais, ne voulant pas apparaître comme luttant pour leurs seuls intérêts, ils appelaient le reste de la population à les rejoindre dans leur lutte contre la baisse du pouvoir d'achat. Ils expliquaient que ce n'était pas une grève syndicale, mais « un mouvement citoyen contre la vie chère ». Les premiers jours, leurs actions ont consisté en blocages de ronds-points et de la gare de Charleroi.

Les syndicats ne se sont pas opposés frontalement à cette grève. Dans les médias ils ne lui apportaient pas leur soutien, mais les délégués sur place affirmaient aux grévistes qu'ils étaient couverts. En l'absence de direction élue, ce sont les propositions des délégués syndicaux, qui affirmaient parler en tant que citoyens

et pas en tant que syndicalistes, qui étaient régulièrement reprises.

Après quatre jours d'action, les grévistes de TEC ont décidé d'aller à la rencontre des travailleurs de deux dépôts de la Poste et d'une entreprise intercommunale publique de traitement des déchets, Tibi. Ils se sont adressés à eux avec conviction en les appelant à les rejoindre. Chez Tibi, ils ont été proches de réussir, mais un syndicaliste de l'entreprise est intervenu pour organiser un vote à bulletins secrets... sous les yeux de la direction, ce qui a freiné les travailleurs. Et quand un gréviste des TEC a proposé d'aller à la rencontre des ouvriers de l'entreprise privée Sonaca (aviation), ce sont les syndicalistes des TEC qui s'y sont opposés frontalement.

Le lendemain, mercredi 26 octobre, lors d'un vote à bulletins secrets, une courte majorité de 118, contre 100, s'est encore prononcée pour la continuation de la grève. Les permanents syndicaux ont cependant orienté vers la reprise en promettant de négocier une prime avec la direction de TEC.

La grève aura duré six jours complets, en voulant aller vers un mouvement général de lutte contre la vie chère, avant d'être reprise en main par les syndicats. Les grévistes auront fait l'expérience de la nécessité d'une direction alternative.

Correspondant LO

Clinique Jules-Verne – Nantes : **une grève bien visible**

À Nantes, les salariés de la clinique Jules-Verne sont en grève depuis le 20 octobre, pour réclamer des embauches et des augmentations de salaire et leur indexation sur la hausse des prix, comme le demandent certains grévistes.

La clinique Jules-Verne fait partie du groupe mutualiste Hospi Grand Ouest, (HGO) qui regroupe une dizaine de cliniques en Bretagne et dans les Pays de la Loire. Presque 4 000 salariés, dont des médecins, travaillent dans ce groupe. Ce n'est donc pas vraiment une petite entreprise.

Les salariés de la clinique ont déjà débrayé plusieurs journées comme le 29 septembre ainsi que les 17 et 18 octobre. Ils dénoncent le niveau de salaire trop bas, en dessous du smic dans la grille salariale de

la Fehap (Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés solidaires). Par exemple une ASH, agent des services hospitaliers, peut commencer avec un salaire de base à 380 euros en dessous du smic, un brancardier 300 euros en dessous, etc.

Alors la colère s'exprime et la grève touche tous les métiers, secrétaires, sages-femmes, brancardiers, techniciens. Même des chirurgiens sortent pour marquer leur soutien, lors des rassemblements devant la clinique, bien visibles des



automobilistes et des passants qui marquent leur solidarité, lors de leur passage, par un mot d'encouragement ou une série de coups de klaxon qui s'entendent fortement aux alentours.

Pour le moment, la

direction ne compte lâcher que 3 % ce qui ne ferait que 45 euros pour les plus bas salaires. Cela a remis le feu aux poudres et la grève continue, ponctuée de rassemblements dynamiques et bien visibles devant l'établissement. Les

grévistes ne sont pas prêts à accepter n'importe quoi et leur grève peut donner des idées aux travailleurs qui les voient se mobiliser et qui s'identifient à leurs revendications sur les salaires.

Correspondant LO

Servair – Roissy : la colère s'accumule

Fin octobre, à la Servair, entreprise qui fait les plateaux repas pour les avions sur l'aéroport de Roissy, 150 à 200 salariés au total ont participé à divers débrayages avec deux autres filiales du groupe (PAC et ACNA).

La goutte d'eau à l'origine de ces mobilisations est la remise en cause du remboursement partiel des billets d'avion. Mais les causes du mécontentement sont multiples. Comme partout, la hausse des prix rend insupportable le bas niveau

des salaires. D'autant que, à cause des attaques subies pendant la crise du Covid, les salaires actuels sont plus bas qu'il y a trois ans, avec des conditions de travail de plus en plus dures. Les effectifs sont passés de 2 000 CDI à 1 400, avec plus

de 300 intérimaires en ce moment, et une activité qui est pourtant à peu près remontée au niveau d'avant la pandémie.

Dernière attaque en date : la direction de Servair vient de décider la suppression de l'équipe de nuit du service de la laverie. Pour les travailleurs concernés, cela va représenter une baisse de revenu d'environ 400 euros. La direction fait pression pour faire signer

individuellement un avenant au contrat de travail, avec une prime de 150 euros mensuelle pendant douze mois, pour faire passer la pilule. Mais le compte n'y est pas, comme le montre la présence aux débrayages de plusieurs travailleurs qui refusent de céder à ce chantage.

En plus de ces mobilisations, la CGT a porté plainte contre la Servair et l'a obligée à appliquer

la convention collective du transport aérien, plus favorable que celle de la restauration qu'elle appliquait. Mais, loin de payer les arriérés de salaire dus, la direction s'est contentée de changer l'intitulé des feuilles de paye.

Ces mobilisations ouvrent la voie, et ceux qui y participent continuent de tenter de mobiliser leurs collègues.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 0148108620 – SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve – Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal novembre 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

États-Unis – Chine: l'escalade guerrière de l'impérialisme américain

La presse occidentale multiplie les reportages et les articles sur la puissance militaire chinoise, en plein développement, et qui serait capable de supplanter celle des États-Unis.

Toute cette propagande n'est pas sans rappeler celle sur la puissance de Saddam Hussein avant l'invasion de l'Irak en 2003. En présentant la Chine comme l'agresseur face à un Occident « démocratique » qui serait dans une position de défense, il s'agit de préparer l'opinion à une guerre éventuelle.

La réalité de l'armée chinoise est loin de l'image que veut en donner la presse. Pour les effectifs, elle serait la première armée du monde avec deux millions d'hommes, contre 1,35 million d'hommes pour les États-Unis. Mais, alors que le budget chinois finance surtout des effectifs, le budget américain sert à acheter des armes de

haute technologie auprès d'une industrie qui en a le quasi-monopole. Le budget militaire américain, avec plus de 800 milliards de dollars, est trois fois supérieur au budget militaire chinois. Côté puissance aérienne, l'armée de l'air des États-Unis dispose de 13 000 avions, parmi lesquels les plus modernes du monde. La Chine dispose, elle, de 2 500 avions, de technologie limitée. Reste la marine que les derniers reportages ont mise en exergue. Le nombre de bâtiments chinois, 360, est effectivement supérieur aux 297 bâtiments américains. Mais tandis que la Chine fait flotter des patrouilleurs, les États-Unis ont onze porte-avions nucléaires

capables d'embarquer des centaines d'aéronefs. Pékin ne possède que deux porte-avions, propulsés par des turbines à charbon, avec donc une autonomie et un rayon d'action bien moins importants. Enfin, côté armes nucléaires, les États-Unis possèdent le deuxième arsenal au monde après la Russie avec 5 800 ogives dont 1 400 prêtes à être lancées. La Chine occupe la quatrième position derrière la France, avec entre 200 et 1 000 ogives, dont 100 actives.

Les États-Unis disposent donc de divers avantages technologiques et financiers, et ils comptent bien garder une longueur d'avance, en témoigne le récent embargo américain sur les puces de haute technologie. L'armée chinoise, qui affirme vouloir devenir une force de combat moderne dans les six

prochaines années, aura bien du mal à surmonter ce genre d'obstacle en si peu de temps.

L'armement ne fait pas tout. Ainsi l'impérialisme américain dispose de 800 bases déjà opérationnelles à travers le monde, avec 200 000 hommes, tandis que la Chine n'en a qu'une, à Djibouti. Et l'impérialisme américain peut aussi compter sur nombre d'alliés, comme l'Australie, le Japon, mais aussi de pays comme la France et le Royaume-Uni qui ne manqueraient pas de se joindre à lui dans le cas d'un conflit majeur.

À l'image de la Russie, la Chine est une puissance disposant d'un État suffisamment fort pour se développer en relative indépendance des États-Unis. La préoccupation de l'impérialisme américain est d'endiguer ce développement

pour qu'il ne dépasse pas ce qui peut être acceptable et profitable pour la bourgeoisie américaine. C'est pour exercer cette pression politique et militaire que des navires américains, mais aussi français et anglais patrouillent régulièrement au large des côtes chinoises depuis 2015. Taïwan, dont les relations avec les États-Unis s'étaient distendues dans les années 1970 au profit du réchauffement avec Pékin, est de nouveau utilisé pour avertir les dirigeants chinois des limites à ne pas dépasser.

Les dirigeants de l'impérialisme occidental ont besoin de présenter la Chine comme l'agresseur. Mais leur souci est d'abord d'assurer leur domination sur le monde et de préparer leur propre opinion à la guerre pour la défendre.

Serge Benham

Guerre en Ukraine: une bonne affaire pour les capitalistes de l'armement

Les États-Unis ont annoncé une nouvelle tranche d'aide à l'Ukraine, pour une valeur totale de 275 millions de dollars. Depuis le début de l'offensive russe le 24 février, le total de l'aide militaire américaine atteindrait près de 18 milliards de dollars.

En fait d'aide à l'Ukraine, il s'agit d'abord d'une aide aux fabricants d'armes occidentaux. En plus des profits qu'elle leur garantit, la guerre actuelle sert aux industriels et aux États occidentaux de laboratoire pour tester des armements jamais déployés à une échelle comparable.

Le gouvernement américain reconnaît la livraison

de roquettes M30A1, fabriquées par Lockheed Martin, qui en plus de leur charge explosive contiennent 180 000 billes en tungstène ne laissant aucune chance de survie dans un rayon de plusieurs centaines de mètres. Elles peuvent être tirées à 80 mètres, avec une précision de 10 mètres. Des obus M982 Excalibur ont aussi

été livrés à l'armée ukrainienne, la perle des obus de 155 mm selon les spécialistes. Fabriqués par l'américain Raytheon et le britannique BAE Systems via une filiale suédoise, leur trajectoire peut être modifiée grâce à un système de guidage GPS et des ailerons qui s'actionnent une fois le projectile tiré. Le Pentagone reconnaît avoir livré 880 000 obus classiques de 155 mm et 2 500 de ces perles.

L'industrie française des engins de mort n'est pas en reste. Fabriqué par Nexter en coopération avec le suédois BAE Bofors, l'obus

Bonus est un projectile dit intelligent car il détecte les zones de chaleur présentes sur trois hectares et déclenche sa charge là où le blindage d'un char est le plus vulnérable. Les fabricants d'armes français ont livré aussi des fusées Furalec qui coiffent les obus de 155 mm. Cela permet de déclencher une explosion à une altitude définie, neuf mètres en général car l'obus fait alors plus de dégâts que s'il explose au sol.

La liste des engins de mort et des États occidentaux qui les fournissent à l'armée de Zelensky n'est pas exhaustive. Mais elle



Tir d'obus M982 Excalibur.

laisse imaginer le carnage dans lequel les soldats ukrainiens et russes, et la population ukrainienne, servent de cobayes aux marchands de mort occidentaux, en plus de rapporter des profits.

Boris Savin

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 227 (novembre 2022):

- **Grèves et manifestations:** la contestation ouvrière doit s'élargir
- **Révolte en Iran:** quelles perspectives et quelle direction ?
- **Italie:** Meloni, nouveau visage de la réaction
- **Haïti:** protestations populaires et gangs armés
- **Zone industrielle de Yopougon en Côte d'Ivoire:** un mouvement de grève inédit qui en appellera d'autres
- **Qatar:** exploitation féroce et contrats mirobolants à l'ombre de la dictature
- **États-Unis:** le droit à l'avortement remis en cause
- **L'ex-Secrétariat unifié face à la guerre en Ukraine**

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,28 euro.

Cercle Léon Trotsky

L'Ukraine: terrain d'affrontement entre l'impérialisme et la Russie

Samedi 19 novembre à 15 heures

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité